

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES—L'INCIDENCE SUR LES EMPLOYÉS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser, moi aussi, une question au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Je tiens tout d'abord à le féliciter pour sa nomination. Étant donné que le président du Conseil du Trésor vient de déclarer qu'il n'y aurait pas de perte d'emplois dans la recherche et le développement, le ministre pourrait-il expliquer pourquoi le Conseil national de recherches fait des coupes de 36 à 70 millions de dollars et pourquoi des dizaines de scientifiques qui ont beaucoup d'expérience au CNR ont reçu un avis de licenciement? Le ministre pourrait-il expliquer par ailleurs comment il se fait que le gouvernement du Canada renonce à la possibilité de déceler la présence de dioxines et d'autres substances dangereuses en supprimant le secrétariat à l'environnement?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je signale au député qu'aucun employé du Conseil national de recherches n'a reçu un avis de licenciement. Nous faisons tout notre possible pour stimuler la recherche et le développement dans le secteur privé . . .

M. Deans: Oh oui, monsieur!

M. Siddon: . . . conformément aux engagements qu'a pris le gouvernement. Cela veut dire en fait que des personnes qui étaient officiellement employées dans certains de ces laboratoires vont pouvoir chercher de nouvelles initiatives du secteur privé en profitant des programmes que le gouvernement annoncera, ce qui leur permettra d'avoir un emploi permanent, rémunérateur, enrichissant et passionnant, au lieu de moisir dans des laboratoires . . .

M. Deans: Et de faire faire la recherche aux États-Unis, voir en Europe?

M. Siddon: . . . dont certains sont devenus inutiles.

LES CONSULTATIONS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, comment le ministre peut-il parler ainsi étant donné que les employés de plusieurs des laboratoires concernés ont été prévenus vendredi qu'il allait y avoir des licenciements, et qu'on leur a dit combien de licenciements il y aurait, sans préciser le nom des personnes qui seraient touchées? Pourquoi le gouvernement a-t-il rogné le budget du CNR sans avoir fait les consultations qu'il a si bien promises dans le document intitulé *Un programme de renouveau économique*, que nous avons reçu pas plus tard que la semaine dernière?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je répète qu'il n'y a pas eu de licenciements, et que l'on a discuté des décisions annoncées jeudi soir par mon collègue le ministre des Finances avec les cadres supérieurs du Conseil national de recherches. On ne discute malheureusement pas des mesures que l'on envisage de prendre avec tous les employés. On a en fait jugé que ces postes correspondaient aux activités les moins essentielles du Conseil national de recherches, et le gouvernement a pris pas conséquent une décision essentielle que le député désapprouve, de toute évidence.

Questions orales

● (1440)

LA CHASSE À LA BALEINE

L'IMPORTANCE DE LA QUESTION POUR LES INUIT DE L'ÎLE DE BAFFIN ET DE LA RÉGION ARCTIQUE ORIENTALE

M. Thomas Suluk (Nunatsiaq): Monsieur le Président, les écologistes comme ceux du mouvement Greenpeace ont réussi à ruiner le secteur de la chasse au phoque dans 50 p. 100 de ma circonscription. Vu l'absence d'industries et d'emplois, plus de 50 p. 100 de mes commettants continuent d'exploiter une source de produits renouvelables pour grossir leurs maigres revenus. Étant donné que la région arctique orientale ne saurait compter sur une aide financière substantielle, toute interdiction de chasser le narval aggraverait encore la situation et serait catastrophique.

J'aimerais donc poser au très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures la question suivante: compte tenu de l'importante ressource renouvelable que le narval et le béluga constituent pour les Inuits de l'île de Baffin et de la région arctique orientale, le ministre pourrait-il donner aux Canadiens des régions boréales l'assurance que le gouvernement entend défendre leurs intérêts et qu'il adressera les instances voulues aux participants de la conférence internationale sur le commerce des espèces en voie de disparition, qui aura lieu l'année prochaine?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je tiens tout d'abord à féliciter le député d'avoir été élu et de poser pour la première fois une question à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Le gouvernement est au courant des propositions de la République fédérale d'Allemagne visant à faire figurer le narval et le béluga parmi les espèces en voie de disparition, propositions qui mettraient en péril l'économie du nord du Canada. Nous nous efforçons déjà de convaincre le gouvernement de l'Allemagne occidentale de renoncer à ce projet et de nous aider à protéger l'économie et le gagne-pain des habitants du Nord. Nous avons également communiqué avec d'autres pays qui partagent notre façon de voir, pour qu'ils nous aident eux aussi à protéger l'économie et le gagne-pain des Canadiens du Nord.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA SITUATION DES PÊCHEURS DE TERRE-NEUVE QUI N'ONT PAS DROIT AUX PRESTATIONS

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Jeudi dernier, on nous a dit que les primes d'assurance-chômage augmenteraient, que l'ont supprimerait l'assurance à certains et que, peut-être, les prestations seraient réduites. Je rappelle au ministre qu'à Terre-Neuve et dans d'autres régions de l'Atlantique il y a des centaines de pêcheurs qui, sans qu'ils y soient pour rien, n'auront pas droit à des prestations cette année, en raison de la situation catastrophique des pêcheries côtières. La ministre annoncera-t-elle un fonds spécial pour ces pêcheurs, comme on l'a fait deux fois par le passé, de sorte qu'ils aient droit à l'assurance-chômage cet hiver et qu'ils n'aient pas à tomber